

AFRIQUE DE L'OUEST

Portraits de femmes au cœur des migrations

La migration, régulière ou irrégulière, porte en elle l'espoir d'une vie meilleure. Elle est de plus en plus féminine. « *Le nombre de femmes sénégalaises qui migrent seules va croissant* », note le géographe Daouda Dianka¹. Si le principal motif de départ est d'ordre économique, les femmes fuient aussi des atteintes aux droits humains liées au genre. D'autres encore, de plus en plus nombreuses, perçoivent la migration comme une occasion d'échapper à des structures patriarcales souvent pesantes et d'améliorer leur statut social. Mais des difficultés et violences de tous ordres, notamment sexuelles, peuvent marquer le chemin. Les rêves se fracassent, laissant place à la douleur et à la désillusion. L'eldorado fantasmé n'est pas toujours au rendez-vous. Pour mieux comprendre le rôle et la place des femmes d'Afrique de l'Ouest dans le phénomène migratoire, je me suis rendue au Sénégal et dans un centre d'accueil de la Croix-Rouge, en Belgique. J'en ai ramené quatre portraits qui incarnent chacun une facette de la migration vécue par les femmes.

ANNE-MARIE IMPE (TEXTE ET PHOTOS)

FATOU DIENG

**MAMAN D'UN JEUNE MIGRANT DISPARU
EN MER, ELLE S'ENGAGE CONTRE
LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE**

Fatou Dieng a 48 ans et cinq enfants. Elle habite à Rufisque, célèbre ville coloniale aujourd'hui quasi absorbée par l'agglomération de Dakar. Son fief, c'est le quartier de Thiawlène où elle est « Badiénou Gokh ». Ce terme désigne traditionnellement la tante paternelle, à qui on peut se confier et qui prodigue des conseils. Il a été repris et attribué par le ministère de la Santé à des femmes formées dans chaque

quartier ou village pour sensibiliser les autres à la santé maternelle et infantile. « À ce titre, précise Fatou Dieng, j'informe les jeunes sur les maladies sexuellement transmissibles, j'explique aux femmes enceintes l'importance des consultations pré- et postnatales et je leur parle de la planification familiale. Je veille aussi au suivi du programme élargi de vaccination des nourrissons. Vers 2020, j'ai commencé à sensibiliser les jeunes aux dangers que représentait la

migration irrégulière, qui avait pris beaucoup d'ampleur, et aux possibilités de réussir au Sénégal. À ce moment-là, je ne savais pas que j'allais moi aussi être touchée. » En juillet 2023, son fils aîné, Babacar, un gardien de but très populaire dans son quartier, s'est embarqué à Mbour, au sud de Dakar, dans une pirogue à destination des Canaries. Le bateau a rencontré des problèmes en mer et 17 passagers ont été engloutis par les flots – dont son fils qui



Fatou Dieng a perdu son fils de 18 ans, englouti par l'océan, alors qu'il tentait de rejoindre les Canaries en pirogue.

avait juste 18 ans. « Il voulait nous aider, vu la situation financière compliquée de la famille. "Je ferai de toi une reine", avait-il dit un jour. » Elle essuie une larme et poursuit : « Il avait aussi promis d'ouvrir un compte bancaire pour son petit frère. » Depuis lors, Fatou Dieng prend régulièrement la parole, au travers d'une radio locale et au sein d'associations sportives et culturelles : « Vous connaissez tous Bayam [surnom de son fils, ndlr]. En son nom, je

vous conjure de rester. » Mais elle reconnaît que dissuader les candidat·es à la migration est très difficile, le départ de son fils en témoigne cruellement. « Les jeunes ont tous entendu parler de ceux qui ont réussi à gagner l'Europe et qui envoient de l'argent à leur famille restée au pays. Les migrants ne montrent que leur réussite. Ils cachent à leurs proches la dureté de leur quotidien et la misère dans laquelle ils vivent. Alors, forcément, ce récit incite les autres à partir. »

« Les migrants ne montrent que leur réussite. Ils cachent à leurs proches la dureté de leur quotidien et la misère dans laquelle ils vivent. Alors, forcément, ce récit incite les autres à partir. »

YAYE FATOU DJIGUEL

QUAND L'ÉROSION CÔTIÈRE

ET LA SURPÊCHE POUSSENT À MIGRER

À 34 ans, Yaye Fatou Djiguel a cinq enfants. Fille et femme de pêcheur, elle transforme des poissons, qu'elle séche ou fume artisanalement. Mais à Bargny, où elle habite, les poissons se font de plus en plus rares et les ressources des familles se sont effondrées. Le village de pêcheurs s'est mué en banlieue industrielle, balafré par une cimenterie et une centrale électrique au charbon très polluantes.

Démuni face à la pénurie de poissons liée à la surpêche et au pillage des ressources par des chalutiers industriels étrangers, son mari a pris la pirogue et a gagné l'Espagne. Il n'a pas de papiers et s'y débrouille comme il peut, en travaillant dans les champs. « Chaque fois que possible, il envoie de quoi payer un peu de nourriture, mais ça ne suffit pas pour faire face aux besoins de la famille. » Fatou Djiguel n'a dès lors qu'une idée en tête : partir le rejoindre. « Ce que les hommes font, les femmes peuvent le faire aussi », dit-elle en riant.

>>>



En 2024, elle a donc bravé la mer et embarqué avec son fils de 14 ans. Mais le bateau, où 150 personnes avaient pris place, dont une cinquantaine de femmes, a été intercepté par les gardes-côtes au large de Dakar. Elle a tenté à nouveau la traversée quatre mois plus tard, avec sa fille de 17 ans, sans plus de succès. Cette

fois, c'est au large de la Mauritanie que les migrant·es ont été arrêté·es. « *La police a emprisonné les passeurs et elle nous a laissé partir* », raconte-t-elle. Chaque traversée lui a coûté 400.000 francs CFA, environ 615 euros. Aujourd'hui, elle s'affaire à reconstituer un petit capital pour tenter à nouveau sa chance.

Aïssatou L'ANGOISSE PERMANENTE DE VOIR SA REQUÊTE REJETÉE

Nous l'appellerons Aïssatou. Comme elle a déposé une demande de protection internationale en Belgique, en cours d'examen, nous resterons discrète sur certains points de son parcours.

« *Mon père voulait que j'épouse un commerçant qui avait beaucoup d'argent, mais il était âgé de 70 ans et avait déjà trois femmes et des enfants plus âgés que moi* », nous raconte-t-elle. Aïssatou, qui n'a pas 30 ans à l'époque, ne veut pas de ce mariage. Son père et son frère la battent violement pour qu'elle accepte. Elle quitte alors la Guinée, sollicite un visa étudiant à l'ambassade de Roumanie à Dakar et s'enfuit pour Bucarest. Nous passerons sous silence les péripéties douloureuses qui l'ont ensuite menée à Bruxelles, où elle introduit une demande d'asile à l'Office des étrangers. Après avoir passé quelques semaines au Petit-Château, un centre d'arrivée et de premier accueil pour demandeur·euses d'asile, elle est transférée dans un centre de la Croix-Rouge, en Wallonie. C'est là

« Je ne veux pas que ma fille soit excisée, comme moi je l'ai été, avec beaucoup de douleur et de problèmes qui persistent encore aujourd'hui. »

que nous nous rencontrons. « *Lorsque j'étais à Bruxelles, raconte Aïssatou, je ne sortais pas, car j'avais peur de croiser des compatriotes qui auraient pu contacter ma famille et lui dire où je me trouvais. Je vivais dans la crainte tout le temps. Heureusement, ici, en pleine campagne, il y a moins de risques de tomber sur une connaissance.* » Sa situation reste toutefois très stressante,

Yaye Fatou Djiguel, qui a déjà bravé la mer à deux reprises pour tenter de rejoindre son mari en Espagne, est bien décidée à réessayer : « *Il n'y a pas d'avenir ici* », souligne-t-elle.

Est-ce qu'avec cet argent, elle n'aurait pas pu monter une petite boutique ou une autre activité économique ? « *Il n'y a pas d'avenir ici. Regardez autour de nous : l'avancée de la mer mange nos maisons, les unes après les autres. On dort parfois à dix dans une chambre, parce que les vagues ont emporté une pièce de l'habitation.* » L'érosion côtière impacte aujourd'hui fortement Bargny. Elle est due au changement climatique qui a provoqué une montée du niveau de la mer. Un phénomène encore aggravé par l'extraction du sable sur les plages pour la construction de logements. Et en Espagne, que compte-t-elle faire ? « *Je suis prête à accepter n'importe quel travail, sauf la prostitution* », précise-t-elle. Son rêve, à elle qui n'est pas allée à l'école, c'est que l'un de ses enfants puisse étudier en Europe.

en raison de l'incertitude quant à l'issue de sa demande d'asile. Au début de son séjour au centre, elle partageait une chambre avec quatre autres personnes migrantes. « *C'était très compliqué. Je faisais des cauchemars la nuit. Et en journée, je n'arrivais pas à dormir non plus, parce que les autres parlaient.* » Quand elle a accouché d'une petite fille, on lui a attribué une chambre, où elle dort seule avec son enfant. Cependant, la crainte de recevoir un ordre de quitter le territoire continue à la faire vivre dans une angoisse permanente. « *Je ne veux pas que ma fille soit excisée, comme moi je l'ai été, avec beaucoup de douleur et de problèmes qui persistent encore aujourd'hui* », confie-t-elle avec émotion. Bien qu'interdites depuis l'an 2000, les mutilations génitales féminines sont encore très largement pratiquées en Guinée. D'après un rapport de l'Unicef de mars 2024, 95 % des Guinéennes âgées de 15 à 49 ans seraient excisées, ce qui en fait le deuxième pays au monde le plus touché, après la Somalie. « *Si j'étais forcée de rentrer au pays, ma fille n'y échapperait pas. Et moi, je serais mariée de force.* »



MARGUERITE DIOH SARR

APRÈS DES ÉTUDES EN FRANCE,
ELLE CHOISIT DE RENTRER AU SÉNÉGAL
POUR Y LANCER UNE ENTREPRISE

« Depuis toute petite, je voulais faire de la pâtisserie, raconte Marguerite Dioh Sarr, mais mes parents ne voulaient pas. Ils m'ont dit de passer le bac et m'ont ensuite envoyée étudier en France. » Après une maîtrise en Sciences de gestion à la Sorbonne et un diplôme en Contrôle de gestion sociale à Orsay, elle se marie avec un compatriote venu étudier l'informatique en France et met au monde sa première fille. Un an plus tard, le couple décide de rentrer au Sénégal.

« J'ai ensuite travaillé pendant 5 ans dans une entreprise, mais l'envie de faire de la pâtisserie était toujours là. Je préparais des gâteaux le soir pour les amis et, en observant ce qui existait à Dakar, je me suis rendu compte que la plupart des pâtisseries étaient fabriquées à partir de produits importés. L'idée m'est alors venue de confectionner des

gâteaux à base de produits locaux comme le bissap [fleurs d'hibiscus séchées, ndlr], le bouye [fruit du baobab, ndlr] et d'autres fruits comme le madd, le ditakh, le citron ou la mangue. La difficulté de départ, c'est que le Sénégalais ne conçoit pas un gâteau qui ne soit pas au chocolat ! Mais petit à petit, grâce au bouche à oreille, j'ai commencé à avoir de plus en plus de commandes. » Elle démissionne de son travail pour se consacrer pleinement à sa passion. Au grand dam de sa famille. « Avoir étudié en France et arrêter un boulot où j'avais un salaire garanti tous les mois pour faire quoi, au final ? Des gâteaux ! Je ne vous raconte pas ! »

« Au départ, ce n'était pas simple, raconte Marguerite Dioh Sarr. J'ai vendu ma voiture pour injecter des fonds dans la pâtisserie. À la maison, on vivait avec un seul salaire, ce qui était assez compliqué avec deux enfants. Mais on a tenu bon et les efforts ont payé. Il faut dire que je mettais l'accent sur le goût et la qualité des produits. » Après avoir vendu ses pâtisseries sur Internet, elle ouvre une petite boutique en 2019. Comme ça marche bien, elle l'agrandit fin 2023, l'embellit et

Marguerite Dioh Sarr, qui était partie étudier en France, est rentrée au Sénégal. Elle y a ouvert une pâtisserie qui propose des gâteaux réalisés à partir de produits locaux.

installe au même endroit son atelier de production. Aujourd'hui, elle emploie une vingtaine de personnes et son entreprise dégage des bénéfices qui lui permettent de vivre décemment.

Sa plus grande difficulté ? La gestion des ressources humaines : « Diriger une entreprise en tant que femme reste compliqué. On se rend très vite compte que les employés hommes veulent presque toujours avoir le dessus. Je me suis battue longtemps, mais au bout d'un moment, j'ai dû me rendre à l'évidence : les mentalités ne sont pas encore prêtes à accepter qu'une femme dirige. Le plafond culturel et religieux persiste. J'ai pris un gérant homme et pour toutes les questions de ressources humaines, c'est mon mari qui gère et se déplace pour les réunions. »

À 41 ans, Marguerite Dioh Sarr ne compte toutefois pas s'arrêter là. Forte du succès de son entreprise, elle voudrait ouvrir d'autres pâtisseries dans la banlieue plus lointaine. Et, pourquoi pas, ailleurs dans la sous-région, en Côte d'Ivoire, par exemple. ●

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

SUR LE WEB

Pour approfondir cette série de portraits, lisez sur www.axellemag.be le reportage « Sénégal. La féminisation des migrations vers l'Europe ». Il analyse les enjeux du phénomène et son impact sur le statut social des femmes.

1. « Migrations féminines et évolution du rapport de genre en milieu sénégalais », Revue canadienne de géographie tropicale, 2016, vol. 3, n° 2.